

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3309

[2008/203395]

4 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière et l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 octroyant une allocation de fonction aux brigadiers forestiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment l'article 5, remplacé par le décret du 6 avril 1995;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 octroyant une allocation de fonction aux brigadiers forestiers;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 juillet 2008;

Vu le protocole n° 484 du Comité de secteur n° XVI, établi le 19 octobre 2007;

Vu l'avis 44.822/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de mettre en concordance certaines réglementations existantes, en l'occurrence l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Considérant qu'en sa séance du 5 juillet 2007 le Gouvernement wallon a approuvé la réorganisation de la Division de la Nature et des Forêts prévoyant, notamment, que la cartographie des triages, cantonnements et directions est adoptée par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

Considérant que le processus de réorganisation implique la coexistence temporaire de cantonnements réorganisés et de cantonnements non-réorganisés, en tenant compte de situations existantes au niveau des brigades;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 1997 relatif aux fonctionnaires de l'Administration forestière est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Sont fonctionnaires de l'Administration forestière :

1^o le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

2^o l'inspecteur général et les directeurs du Département de la Nature et des Forêts;

3^o les attachés et les premiers attachés du Département de la Nature et des Forêts, appartenant au métier "ingénieurs agronomes, option eaux et forêts";

4^o les gradués, gradués principaux et premiers gradués du Département de la Nature et des Forêts, appartenant au métier "sylviculture";

5^o les assistants, assistants principaux et premiers assistants du Département de la Nature et des Forêts, appartenant au métier "nature et forêts";

6^o les adjoints qualifiés, adjoints principaux et premiers adjoints affectés à un triage du Département de la Nature et des Forêts, appartenant au métier "technicien nature et forêts". »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Sont agents forestiers, les fonctionnaires de l'Administration forestière visés à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o.

§ 2. Sont préposés forestiers, les fonctionnaires de l'Administration forestière visés à l'article 1^{er}, 4^o, 5^o et 6^o.

Parmi les préposés forestiers :

1^o sont brigadiers forestiers, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 5^o, occupant un emploi d'encadrement de rang C1;

2^o sont gardes forestiers, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er}, 5^o et 6^o, affectés à un triage du Département de la Nature et des Forêts. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les circonscriptions forestières sont les suivantes :

1^o le triage;

2^o le cantonnement, qui groupe de neuf à quatorze triages;

3^o la direction, qui groupe au minimum quatre cantonnements.

Le nombre des circonscriptions est fixé par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre qui a les Forêts dans ses attributions.

La cartographie des triages, cantonnements et directions est adoptée par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. »

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, et à titre transitoire, le cantonnement groupe de trois à six brigades, groupant chacune trois à cinq triages, aussi longtemps que n'ont pas été attribués une première fois les deux emplois d'encadrement de rang C1 prévus pour ledit cantonnement.

§ 2. Dans chaque brigade visée au § 1^{er}, le garde forestier titulaire du grade le plus élevé et dont l'évaluation est positive exerce la fonction de brigadier forestier.

Si plusieurs gardes forestiers satisfont à ces conditions, la fonction de brigadier forestier revient :

1° à l'agent dont l'ancienneté de rang est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de rang, à l'agent dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'anciennetés de rang et de service, à l'agent le plus âgé.

§ 3. Par dérogation au § 2, pendant la période transitoire visée au § 1^{er}, les brigadiers forestiers en fonction au 1^{er} décembre 1994 conservent leur fonction. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 octroyant une allocation de fonction aux brigadiers forestiers, les mots "de l'article 4" sont remplacés par les mots "de l'article 4, § 3".

Dans l'article 1^{er}, second tiret, du même arrêté, les mots "de l'article 3" sont remplacés par les mots "de l'article 4, § 2".

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3309

[2008/203395]

4. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Gewährung einer Amtszulage an die Hauptförster

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Artikels 5 ersetzt durch das Dekret vom 6. April 1995;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3 in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Gewährung einer Amtszulage an die Hauptförster;

Aufgrund des am 28. Juni 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Juli 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 5. Juli 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 19. Oktober 2007 aufgestellten Protokolls Nr. 484 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. August 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.822/2 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, verschiedene bestehende Bestimmungen miteinander in Übereinstimmung zu bringen, d.h. im vorliegenden Fall der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung und der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Rahmen ihrer Sitzung am 5. Juli 2007 die Neuorganisation der Abteilung Natur und Forstwesen genehmigt hat, und dass dabei insbesondere die Kartographie der Reviere, Forstämter und Direktionen durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übernommen wird;

In der Erwägung, dass dieser Prozess der Neuorganisation dazu führt, dass unter Berücksichtigung der Situation auf Ebene der Brigaden zeitweilig neu organisierte Forstämter und noch nicht neu organisierte Forstämter nebeneinander fortbestehen;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. April 1997 über die Beamten der Forstverwaltung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Artikel 1 - Sind Beamte der Forstverwaltung:

1° der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° der Generalinspektor und die Direktoren der Abteilung Natur und Forstwesen;

3° die Attachés und ersten Attachés der Abteilung Natur und Forstwesen, die dem Beruf "Agraringenieur, Fachrichtung Gewässer und Forstverwaltung" angehören;

4° die Graduierten, Hauptgraduierten und ersten Graduierten der Abteilung Natur und Forstwesen, die dem Beruf "Forstwirtschaft" angehören;

5° die Assistenten, Hauptassistenten und ersten Assistenten der Abteilung Natur und Forstwesen, die dem Beruf "Natur und Forstwesen" angehören;

6° die qualifizierten Beigeordneten, Hauptbeigeordneten und ersten Beigeordneten die einem Revier der Abteilung Natur und Forstwesen zugewiesen werden und dem Beruf "Techniker Natur und Forstwesen" angehören;».

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1 - Sind Forstbeamte die in Artikel 1 1°, 2° und 3° angeführten Beamten der Forstverwaltung.

§ 2 - Sind Forstbedienstete die in Artikel 1 4°, 5° und 6° angeführten Beamten der Forstverwaltung.

Unter den Forstbediensteten:

1° sind Hauptförster die in Artikel 1 5° angeführten Beamten, die eine Führungsstelle im Dienstrang C1 innehaben;

2° sind Förster die in Artikel 1, 5° und 6° angeführten Beamten, die einem Revier der Abteilung Natur und Forstwesen zugewiesen werden.»

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Die Forstbezirke sind folgende:

1° das Revier;

2° das Forstamt, das neun bis vierzehn Reviere umfasst;

3° die Direktion, die wenigstens vier Forstämter umfasst.

Die Anzahl der Forstbezirke wird durch die Wallonische Regierung auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, festgelegt.

Die Kartographie der Reviere, Forstämter und Direktionen wird durch den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt übernommen.»

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 1 und im Rahmen einer Übergangsregelung umfasst das Forstamt zwischen drei und sechs Brigaden, die jeweils zwischen drei und fünf Reviere umfassen. Diese Regelung gilt bis zu dem Zeitpunkt, an dem die beiden Führungsstellen im Dienstrang C1, die für das betreffende Forstamt vorgesehen sind, ein erstes Mal besetzt worden sind.

§ 2 - In jeder der in § 1 angeführten Brigaden übt der Förster mit dem höchsten Dienstgrad, der eine positive Bewertung vorweisen kann, das Amt des Hauptförsters aus.

Falls mehrere Förster diese Bedingungen erfüllen, übt das Amt des Hauptförsters der Bedienstete aus:

1° der das höchste Dienstalder im Rang besitzt;

2° bei gleichem Dienstalder im Rang der Bedienstete der das höchste allgemeine Dienstalder besitzt;

3° bei gleichem Dienstalder im Rang und bei gleichem allgemeinem Dienstalder der älteste Bedienstete.

§ 3 - In Abweichung von § 2 bleiben die Hauptförster, die am 1. Dezember 1994 im Amt waren, während dem in § 1 erwähnten Übergangszeitraum im Amt.»

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 1 erster Gedankenstrich, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Gewährung einer Amtszulage an die Hauptförster wird der Wortlaut "aufgrund Artikel 4" durch den Wortlaut "aufgrund Artikel 4 § 3" ersetzt.

In Artikel 1 zweiter Gedankenstrich desselben Erlasses wird der Wortlaut "aufgrund Artikel 3" durch den Wortlaut "aufgrund Artikel 4 § 2" ersetzt.

Art. 7 - Der Minister des öffentlichen Dienstes und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. September 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3309

[2008/203395]

4 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer en het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot toekenning van een ambtstoelage aan de bosbrigadiers

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 5, vervangen bij het decreet van 6 april 1995;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot toekenning van een ambtstoelage aan de bosbrigadiers;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 juni 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juli 2008;

Gelet op protocol nr. 484 van sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 19 oktober 2007;

Gelet op advies 44.822/2 van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat bepaalde bestaande reglementeringen in overeenstemming moeten worden gebracht, met name het besluit van de Waalse Regering van 17 april 1997 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer en het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Overwegende dat de Waalse Regering bij haar zitting van 5 juli 2007 de herorganisatie van de Afdeling Natuur en Bossen heeft goedgekeurd, waarbij er met name voorzien werd dat de cartografie van de bosgebieden, houtvesterijen en directies aangenomen wordt door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Overwegende dat het herorganisatieproces de tijdelijke coëxistentie van gereorganiseerde houtvesterijen en van niet gereorganiseerde houtvesterijen tot gevolg heeft, met inachtneming van de op het gebied van de brigades bestaande toestanden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 17 betreffende de ambtenaren van het Bosbeheer wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De ambtenaren van het Bosbeheer zijn :

1^o de directeur-generaal van het operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2^o de inspecteur-generaal en de directeurs van het Departement Natuur en Bossen;

3^o de attachés en de eerste attachés van het Departement Natuur en Bossen die behoren tot het beroep "landbouwkundig ingenieurs, optie water en bossen";

4^o de gegradueerden, hoofdgegradueerden en eerste gegradueerden van het Departement Natuur en Bossen die behoren tot het beroep "bosbouw";

5^o de assistenten, hoofdassistenten en eerste assistenten van het Departement Natuur en Bossen, die behoren tot het beroep "natuur en bossen";

6^o de gekwalificeerde adjuncten, hoofdadjuncten en eerste adjuncten aangesteld is bij een bosgebied van het Departement Natuur en Bossen, die behoren tot het beroep "technicus natuur en bossen". »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. De in artikel 1, 1^o, 2^o en 3^o, bedoelde ambtenaren worden beschouwd als ambtenaren van het bosbeheer.

§ 2. De in artikel 1, 4^o, 5^o, 6^o en 7^o, bedoelde ambtenaren van het bosbeheer worden beschouwd als aangestelden van het bosbeheer.

Onder de aangestelden van het bosbeheer :

1^o zijn bosbrigadiers, de ambtenaren bedoeld in artikel 1, 5^o, die een staffunctie van rang C1 hebben;

2^o zijn boswachters, de ambtenaren bedoeld in artikel 1, 5^o en 6^o, aangesteld bij een bosgebied van het Departement Natuur en Bossen. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De bosdistricten zijn de volgende :

1^o het bosgebied;

2^o de houtvesterij die negen tot veertien bosgebieden telt;

3^o de directie die minstens uit vier bosgebieden bestaat.

Het aantal districten wordt bepaald door de Waalse Regering op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren.

De cartografie van de bosgebieden, houtvesterijen en directies wordt aangenomen door de directeur-generaal van het overkoepelend Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 3, eerste lid, en bij wijze van overgangsmaatregel bestaat het bosgebied uit drie tot zes brigades die elk drie tot vijf bosgebieden groeperen, zolang de twee staffuncties van rang C1 die voor genoemd bosdistrict zijn bestemd, niet een eerste keer zijn toegekend.

§ 2. In elke brigade bedoeld in § 1 oefent de boswachter met de hoogste graad en waarvan de evaluatie positief is, de functie van bosbrigadier uit.

Indien deze voorwaarden vervuld worden door verschillende boswachters, komt de hoedanigheid van bosbrigadier toe :

1° aan het personeelslid met de grootste ranganciënniteit;

2° bij gelijke ranganciënniteit, aan het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke rang- en dienstanciënniteit, aan het oudste personeelslid.

§ 3. In afwijking van § 2 en gedurende de in § 1 bedoelde overgangperiode behouden de op 1 december 1994 dienstdoende bosbrigadiers hun functie. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 1, eerste streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot toekenning van een ambtstoelage aan de bosbrigadiers worden de woorden "krachtens artikel 4" vervangen door de woorden "krachtens artikel 4, § 3".

In artikel 1, tweede streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden "krachtens artikel 3" vervangen door de woorden "krachtens artikel 4, § 2".

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 september 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST INFORMATIE- EN COMMUNICATIETECHNOLOGIE

[C - 2008/02114]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 juli 2008 wordt Mevr. Ann anecoucke, tot rijksambtenaar benoemd in de klasse A3 met de titel van adviseur-projectmanager bij de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 15 april 2008 met terugwerkende kracht vanaf 15 april 2007.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

[C - 2008/02114]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 18 juillet 2008, Mme Ann Pannecoucke, est nommée en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A3 au titre de conseiller manager de projets au Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 15 avril 2008 avec effet rétroactif au 15 avril 2007.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2008/00745]

Raad van State. — Opdracht bij een supranationale instelling

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2008 wordt de heer Pascal Gilliaux, eerste auditeur-afdelingshoofd bij de Raad van State, gemachtigd om het ambt van referendaris uit te oefenen bij het Gerecht voor Ambtenarenzaken van de Europese Unie, voor een periode van onbepaalde duur, met ingang van 1 oktober 2008 en ten einde lopend uiterlijk op 30 september 2014.

De betrokkene wordt gedurende deze periode buiten kader gesteld.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2008/00745]

Conseil d'Etat. — Mission auprès d'une institution supranationale

Par arrêté royal du 30 août 2008, M. Pascal Gilliaux, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, est autorisé à exercer les fonctions de référendaire auprès du tribunal de la fonction publique de l'Union européenne, pour une période indéterminée prenant cours le 1^{er} octobre 2008 et s'achevant au plus tard le 30 septembre 2014.

L'intéressé est placé en position hors cadre durant cette période.